



Département de la
Seine-Maritime

D.2016.10/08

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2016

Publication : 13/10/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 octobre 2016

| | |
|--|----|
| Nombre de Conseillers d'après la Loi | 33 |
| Nombre de Conseillers en exercice | 33 |
| Nombre de Conseillers présents | 29 |
| Nombre de Pouvoirs | 4 |
| Nombre de Votants | 33 |

Extrait de la délibération affiché le **12 octobre 2016**.

L'an deux mille seize, le **10 octobre** à dix-huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **3 octobre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents à l'appel nominal

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h39 – délib n°6), Marie-Paule **DESHAYES**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Alexandre **MORA**, Stéphanie **ONFROY**, Jérôme **DUBOST**, Nada **AFIOUNI**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Gilles **BELLIERE**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Olivier **LARDANS** a donné pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Sophie **CAPELLE** a donné pouvoir à Stéphanie **ONFROY**
Valérie **LEDoux** a donné pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Juliette **LOZACH** a donné pouvoir à Frédéric **PATROIS**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 10 octobre 2016

2016.10/08

FINANCES – PROGRAMME SOCIAL DE RELOGEMENT (PSR) AVENUE DU PRESIDENT WILSON D'HABITAT 76 – GARANTIE D'EQUILIBRE D'EXPLOITATION AU 31/12/2015

Mr Laurent GILLE, Adjoint au Maire. –La Ville est liée avec Habitat 76 par une convention relative au programme social de relogement avenue du Président Wilson. Chaque année celle-ci nous impose de garantir l'équilibre en cas de déficit d'exploitation. L'exercice 2015 dégage un déficit d'exploitation de 46 345,07 € majoré de 42,32 € relatif à des travaux de réfection d'un appartement réalisés fin 2014. La ville doit donc verser la somme de 46 387,39 € à Habitat 76.

Cette convention a été dénoncée et arrivera à son terme le 31/12/2016. Ainsi l'année prochaine la Ville garantira pour la dernière fois le déficit d'exploitation. Habitat 76 estime le déficit pour l'exercice 2016 à 34 000 €.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2016 ;

VU la convention passée avec Habitat 76 le 14/12/1962 avec un avenant n°1 le 29/04/1980 et un avenant n°2 le 16/10/1997 ;

VU le courrier d'Habitat 76 en date du 20/06/2016 faisant part du déficit pour l'exercice 2015 ainsi que du solde des travaux de réfection d'un appartement ;

CONSIDERANT

- que le montant du déficit d'exploitation pour l'exercice 2015 est de 46 345,07 € majoré de 42,32 € relatif au solde de travaux de réfection d'un appartement réalisés fin 2014 ;
- que la convention a été dénoncée et arrive ainsi à échéance fin 2016 ;
- qu'Habitat 76 estime un déficit prévisionnel pour 2016 de 34 000 € ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des projets et des finances ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **de prendre en charge** le déficit d'exploitation du Programme social de relogement avenue du Président Wilson de 46 345,07 € majoré de 42,32 € (solde de travaux dans un appartement réalisés fin 2014) ;

Imputation budgétaire
Exercice 2016
Budget principal
Sous-fonction et rubriques : 72 - 65738
Nature et intitulé : Autres organismes publics
Montant de la dépense : 46 387,39 euros

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



Le Maire,